

Dulong, Renaud (1978) *Les régions, L'État et la société locale*.  
Paris, Presses universitaires de France, 245 p.

Juan-Luis Klein

Volume 22, numéro 56, 1978

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/021402ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/021402ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Klein, J.-L. (1978). Compte rendu de [Dulong, Renaud (1978) *Les régions, L'État et la société locale*. Paris, Presses universitaires de France, 245 p.] *Cahiers de géographie du Québec*, 22(56), 307–309. <https://doi.org/10.7202/021402ar>

## COMPTES RENDUS BIBLIOGRAPHIQUES

PEET, Richard (1977) **Radical Geography: Alternative on Contemporary Social Issues**. Chicago, Maaroufa Press, 387 p.

Ce livre rassemble vingt et une contributions qui sont l'oeuvre de dix-sept auteurs, pour la majorité des géographes universitaires, oeuvrant dans plusieurs pays mais particulièrement aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Tous ces textes avaient déjà été publiés ailleurs, pour un grand nombre dans le périodique américain *Antipode*. Il est bien difficile de traduire l'expression «radical geography»: on peut penser aux expressions de «géographie critique», «contestataire», «révolutionnaire», «d'inspiration marxiste». Ce courant de pensée que l'on trahirait en le qualifiant exclusivement d'un seul de ces qualificatifs n'a pris de l'ampleur que récemment, soit dans les années soixante comme le montre bien Richard Peet dans un texte qui en retrace le développement aux États-Unis.

Il serait présomptueux de chercher à résumer le contenu de ce recueil dont le moins que l'on puisse dire est qu'il illustre à merveille la diversité et la fécondité de la pensée révolutionnaire en géographie. Pas question de monolithisme, ni de ligne de parti dans ce «manuel». On peut y lire des textes d'anarchistes célèbres tels qu'Élisée Reclus et Peter Kropotkin, respectivement géographe français (1830-1905) et géographe russe (1842-1921) de la fin et du tournant du siècle dernier. La pensée de ce dernier est d'ailleurs l'objet d'un article fort intéressant de Galois. On y retrouve aussi des textes de ceux qui comptent parmi les penseurs les plus originaux de la géographie révolutionnaire contemporaine tels Buchanan (2), Bunge, Harvey (2) et Lacoste. S'y ajoutent des études plus carrément marxistes développant la critique de l'impérialisme, telles celles de Blaut (2), d'Anouar Abdel-Makek ou de Regan et Walsh; ou faisant l'analyse de la pauvreté et de la lutte des classes, telles celles de Peet (2e) et de Stone. Aux trois textes de Slater, Massey et Rieser, approfondissant la critique de la géographie moderne, s'ajoutent enfin deux études de Lefebvre et d'Olsson sur les fondements idéologiques des politiques de planification spatiale.

Cet ensemble d'articles fort divers illustre bien l'intérêt, l'importance et le dynamisme de la géographie révolutionnaire dont les principales qualités semblent être l'autonomie de pensée grandissante et la résistance à l'inféodation à l'une ou l'autre de ces idéologies monolithiques qui trop souvent récupèrent et asservissent la pensée et l'action révolutionnaires.

Rodolphe DE KONINCK  
Département de Géographie  
Université Laval, Québec

DULONG, Renaud (1978) **Les régions, l'État et la société locale**. Paris, Presses universitaires de France, 245 p.

«Je sais bien que ce n'est pas par nos écrits que nous changerons la société mais je me dis en même temps que si la vague de la volonté du changement parvient si peu à ébranler l'ordre social, c'est que nous - et j'englobe dans ce nous, au-delà des sociologues et des autres intellectuels, tous ceux qui l'analysent en militant - avons une théorie en retard sur notre combativité» (p. 13).

Ce paragraphe résume bien les objectifs de l'auteur qui, s'inspirant principalement des ouvrages de Poulantzas, Busicluksmann et Deliles, ainsi que d'une enquête passée dans six régions françaises, nous livre un ensemble de réflexions sur la question de l'État délimitée par la thématique de la région. Or, ces réflexions sont marquées par un principe qui les distingue des analyses de l'État et des problèmes régionaux auxquels les géographes sont habitués: «la connaissance de l'État ne saurait être produite indépendamment du projet de sa transformation» (p. 11). L'auteur présente la question régionale comme une question vide, à partir de laquelle il s'interroge: pourquoi des régions s'affirment-elles

régionales tandis que d'autres se taisent? Quelle est l'extraction de classe des régionalistes? Quel est le rôle du pouvoir à l'égard de la question régionale? Pourquoi le régionalisme prend une forme massive au moment où le capitalisme monopoliste étend sa logique à l'ensemble de la société? (p. 23). Des questions posées, découle la position de l'auteur. Il se situe moins au niveau des inégalités régionales qu'au niveau de l'affirmation des régions en tant que telles. L'argumentation présentée dérive de la filiation de l'auteur. Marxiste, Léniniste, mais surtout Gramscien (p. 10), il entend les enjeux régionaux comme étant déterminés par les modalités sous lesquelles le capitalisme fait intrusion dans les régions (p. 29). Il comprend la question régionale comme «un nouveau rapport de l'État à la société, articulé sur le passage d'un stade de production à un autre» (p. 39).

L'étude du rapport État/société et des mécanismes par lesquels il se donne au travers d'une crise, amène Dulong à s'interroger sur ce qu'est l'État. Partant du principe général énoncé par Marx et Lénine selon lequel l'État «est toujours au service d'une classe, qui se sert de la machine à réprimer et à administrer, aux fins de maintenir un rapport de production» (p. 43), il tente de bâtir un discours sociologique sur l'État. L'État y est dissocié de la notion d'administration pour être conçu comme «l'agent chargé de traiter les problèmes de la société», et, en même temps, «comme le lieu d'organisation de la classe capitaliste». Affirmer cette double vérité — dit Dulong fait apparaître la contradiction majeure de l'État (p. 44). Une telle conception s'appuie sur la notion Gramscienne de l'État, i.e. «L'ensemble des institutions par quoi le pouvoir de la bourgeoisie organise le consentement à la domination» (p. 73). L'État ainsi compris implique deux niveaux: celui qui découle des rapports de domination et celui qui résulte des rapports de direction. Ceci nous aide à définir les deux notions centrales de l'argumentation présentée. Ces notions sont celles de société politique et société civile, la société politique étant comprise comme l'ensemble d'appareils opérationnalisant la domination (fondamentalement par la coercition) et la société civile étant chargée de chercher le consentement à la domination. A l'échelle des régions cette dernière est appelée société locale (p. 73).

L'État, pour matérialiser la domination/direction de la bourgeoisie aux autres classes compte sur ce que Dulong appelle le «dispositif hégémonique». C'est par ce dispositif que «la bourgeoisie parvient à dissocier l'ensemble des classes dominées en dépit de l'accumulation de leurs intérêts communs, précisément en substituant aux enjeux réels d'autres enjeux, en effaçant la contradiction principale du mode de production capitaliste par l'exacerbation d'autres contradictions» (p. 80).

Cette sommaire présentation des concepts et des notions de base de la recherche livrée par Dulong nous permettra de résumer l'hypothèse centrale à partir de laquelle le phénomène régional est regardé. L'état a deux dimensions: un État central qui obéit à la logique du monopolisme et un État territorial résultant des rapports de production pré-monopolistes. Cette dernière forme de l'État est associée à la notion de féodalité, impliquant une organisation sociale qui tend au traitement local des contradictions sociales locales. «Par là on induit un lien entre les pratiques de la bourgeoisie et la constitution d'un type d'État» (p. 138). La territorialité de l'État est donc effet d'une stratégie hégémonique de la bourgeoisie tendant à spécifier l'organisation du consentement à la domination en fonction de chaque sous-système social.

Une des caractéristiques des féodalités est leur apparente opposition à l'État. Or, dans la problématique présentée, les féodalités sont comprises comme «des pièces maîtresses de l'État intégral pour la réalisation du consentement à la domination de classe» (pp. 139-140). Cette opposition de l'État territorial à l'État central est vue comme un indice du partage de tâches de domination et d'organisation de la bourgeoisie constituant ainsi des fractions hégémoniques régionales, dont la spécificité géographique ne nie pas l'unité d'intérêts de classe tels qu'ils découlent des rapports de production (p. 140). L'État territorial, donc les féodalités, entre en crise: 1) quand il faut obstacle à l'État central dans la réalisation de sa tâche historique, à savoir: assurer l'extension du capitalisme à l'ensemble du territoire et révolutionner les modes de production antérieurs, et 2) quand le développement accéléré des forces productives entraîne des modifications qualitatives du mode de production faisant éclater l'encadrement social ancien (p. 143).

La question régionale est ainsi insérée dans les marges de la substitution du dispositif hégémonique ancien (résultant des rapports sociaux pré-monopolistes) par un autre (répondant à la logique monopoliste), ce qui veut dire une crise d'hégémonie. L'auteur conclut à partir de l'enquête, que cette crise d'hégémonie est un trait de la fin d'un type d'État (l'État territorial) et de son remplacement par un autre (l'État central) (p. 150). Une telle logique - dit Dulong - n'est jamais donnée par l'analyse de la conjoncture d'une seule région (...) mais se découvre au terme d'une démarche qui saisit les multiples aspects des crises régionales comme autant de réponses à un même processus, celui par lequel la bourgeoisie modifie - ou tente de modifier - l'organisation du consentement à sa domination des classes dominées» (p. 151).

Le remplacement de l'ancien dispositif hégémonique par un autre découlant de la logique monopoliste implique une politique régionale de la part de l'État central; laquelle politique cherche en dernière instance à «adapter le territoire à la stratégie spatiale des monopoles» (p. 199). Cependant l'hétérogénéité des pratiques matérialisant cette stratégie oblige - selon l'auteur - à poser l'analyse à différents niveaux, ce qui conduit à «interroger la division du travail entre secteurs de l'appareil d'État en matière de politique régionale» (p. 200). Au préalable, la notion de politique régionale a été définie comme «toute réponse ou tentative de réponse que la classe dominante apporte au problème de son articulation avec les classes dominées en tant que celle-ci se définit comme rapport de l'État à la société locale» (p. 200).

La politique régionale étant comprise comme l'ensemble des mesures qui tendent à adapter les structures de la société locale aux exigences du monopolisme, l'auteur nous propose une analyse à deux niveaux, selon qu'on parle des structures économiques (infrastructure) ou des structures sociales. Sous l'angle des pratiques à l'égard de l'infrastructure on regroupe «l'encadrement des interventions du pouvoir visant à aménager l'espace pour l'appréter à la dimension spatiale du développement monopoliste». Sous l'angle des pratiques à l'égard des structures sociales, on entend la politique régionale comme cherchant «l'adaptation des structures sociales de la société locale aux impératifs du développement monopoliste», en tant qu'elles appartiennent à un stade dépassé de l'évolution du capitalisme, et qu'elles «constituent un frein aux intérêts de la classe monopoliste» (p. 201).

Une remarque intéressante est celle qui situe le travail des géographes et de la géographie - tout en reconnaissant qu'il y existe un courant de renouveau qui est en marche - comme ayant joué un rôle important dans le traitement non-politique des enjeux régionaux. La géographie libérale, ayant développé un discours qui est qualifié par Dulong (p. 221) comme pseudo-scientifique, s'est bien accordée avec la politique du pouvoir.

Bref, ce livre s'avère un outil de travail indispensable pour tous ceux qui s'intéressent aux problèmes relatifs à la région. Bien entendu, il s'agit d'un texte polémique mais cela n'aurait pas pu être fait autrement car l'objet d'étude - l'État - demeure un des centres de gravité de la polémique actuelle en sciences sociales.

Juan-Luis KLEIN  
Département de Géographie  
Université Laval, Québec

**LOJKINE, Jean (1977) Le marxisme, l'État et la question urbaine. Paris, P.U.F., 362 p.**

Suite à des études théoriques de l'urbanisation capitaliste, Jean Lojkine continue ses analyses par cet ouvrage plus spécifique concernant les rapports entre la politique étatique et la question urbaine.

Tout d'abord, l'auteur explique clairement dans l'introduction les raisons qui l'ont porté à employer, à adopter la méthode et l'approche matérialiste pour analyser la spécificité des politiques étatiques au niveau de l'urbain dans le mode de production capitaliste. Ensuite, les dernières pages de son introduction sont consacrées à un résumé du contenu de chaque chapitre. L'analyse des politiques urbaines se divise en trois parties principales. La première partie du volume comprend les trois premiers chapitres qui traitent respectivement de la prise de décision à la production sociale de la politique étatique, de la politique étatique à la politique urbaine et de la politique et planification urbaine. Dans chacun de ces trois chapitres, l'auteur fait une critique de certains concepts fondamentaux appliqués et interprétés par différents auteurs dans leurs analyses sur la question urbaine. Ces trois chapitres très théoriques et centrés surtout sur les invariants structurels des politiques urbaines font place, dans une deuxième partie, à une analyse plus empirique du problème urbain. Par des exemples concrets (les villes de Paris, Lyon, Dunkerque...) de politiques urbaines, Lojkine relie l'analyse théorique de la première partie à la situation sociale actuelle de chaque ville étudiée. La lecture de cette deuxième partie peut devenir fastidieuse eu égard aux nombreux exemples sur les organismes étatiques français mais ceci n'empêche aucunement d'établir certaines correspondances aux politiques urbaines québécoises. Les titres des chapitres de cette partie nous indiquent bien leur contenu; politique urbaine et ségrégation sociale, politique urbaine et luttes de classes. Le dernier chapitre sur la politique urbaine et les mouvements sociaux urbains me semble faire à lui seul une troisième partie. En effet, Lojkine termine ce volume sur une note plutôt léniniste dans le sens qu'il voit dans ces mouvements populaires urbains une prise en main par le peuple des décisions concernant la politique urbaine pour en venir, par la suite, à une véritable prise du pouvoir politique de l'État capitaliste.